



Résumé

- Une grande partie du langage antisioniste aujourd'hui répandu en Occident n'est pas apparue spontanément, mais a été façonnée pendant des décennies par une campagne soviétique qui a refondu le sionisme en racisme, en colonialisme et en impérialisme.
- Le sionisme lui-même a débuté en tant que mouvement de libération nationale juive et est devenu, surtout après l'Holocauste, un projet de survie, de dignité et d'autodétermination pour un peuple apatride.
- Après la victoire d'Israël en 1967 sur les États arabes soutenus par l'Union soviétique, Moscou a intensifié son offensive idéologique, présentant Israël comme l'agresseur tout en occultant le rejet arabe et l'implication soviétique.
- L'Union soviétique a diffusé ce discours à l'échelle internationale par l'intermédiaire de l'ONU, de groupes de façade communistes, de réseaux d'activistes et d'universitaires et de mouvements anti-impérialistes plus larges, contribuant ainsi à faire du « sionisme est un racisme » une partie du discours dominant.
- La cause palestinienne est devenue le vecteur moral central de cette campagne, formulée dans le langage de la libération, de l'anticolonialisme et des droits de l'homme et rendue particulièrement attrayante pour le public occidental.
- Bien que l'Union soviétique se soit effondrée, le cadre qu'elle avait construit a survécu dans l'activisme politique, les médias, les



universités et certaines parties de la vie publique occidentale, où il continue à façonner l'hostilité à l'égard d'Israël et à blanchir l'antisémitisme par le biais du langage de la justice.

Par Jan Kapusnak

Ce qu'une grande partie de l'Occident considère aujourd'hui comme un langage moral instinctif à l'égard d'Israël a été construit bien avant le 7 octobre 2023, et bien avant que les termes « apartheid », « colonialisme de peuplement » et « génocide » ne deviennent des slogans standard lors des marches anti-israéliennes. L'Union soviétique avait déjà passé des décennies à construire le cadre idéologique qui donnait à cette rhétorique un caractère naturel, voire vertueux.

Ce cadre était visible dès les premières heures qui ont suivi le massacre du Hamas. Alors que des familles israéliennes étaient encore massacrées, des femmes violées, des civils entraînés à Gaza et des communautés du sud d'Israël transformées en abattoirs, les réseaux d'activistes occidentaux se mobilisaient non pas contre les auteurs de ces actes, mais contre Israël. À Londres, la Campagne de solidarité avec la Palestine a contribué à l'organisation de manifestations qui désignaient l'État juif, et non le Hamas, comme le principal méchant. Avant même qu'Israël n'ait lancé sa riposte militaire majeure, les accusations de « crimes de guerre » et de « génocide » envahissaient déjà les rues. Les atrocités commises par le Hamas ont été réinterprétées comme de la « résistance ». L'autodéfense d'Israël a été recadrée comme de la criminalité.

Il est frappant de constater que ces accusations n'ont pas diminué, même après le cessez-le-feu à Gaza et alors qu'Israël affrontait simultanément l'Iran et ses mandataires régionaux. Le scénario est resté le même : quel que soit l'élément déclencheur, Israël a été désigné comme l'agresseur principal.

Les Soviétiques ont créé l'« antisionisme » parce qu'Israël a refusé de rejoindre leur camp.

Pour de nombreux observateurs, il s'agissait d'une réaction politique passionnée mais malavisée. En réalité, elle reflétait quelque chose de beaucoup plus ancien : la remarquable durabilité d'une vision du monde fabriquée par les Soviétiques, qui a



Comment l'Union soviétique a fait de l'antisionisme un credo mondial

fait du sionisme un synonyme de racisme, de colonialisme et de violence impériale. Cette transformation a été l'une des plus grandes réussites de la propagande de Moscou pendant la guerre froide.

Le sionisme, dans son essence, est le mouvement de libération nationale du peuple juif. Il s'agit d'un mouvement d'autodétermination et non de conquête. Il visait à normaliser l'existence juive dans l'histoire en donnant aux Juifs ce dont les autres peuples étaient supposés avoir besoin : un État à eux. Après l'Holocauste, cette aspiration a cessé d'être simplement idéologique pour devenir existentielle. C'était la condition de la survie, de la dignité et de l'action politique après la catastrophe.

L'Union soviétique a d'abord accepté cette réalité pour des raisons qui lui sont propres. Elle a rapidement reconnu Israël et, par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, a contribué à fournir au jeune État des armes qui se sont révélées cruciales pendant la guerre de 1948. Moscou espère qu'Israël affaiblira l'influence britannique au Moyen-Orient et qu'il dérivera peut-être vers le camp socialiste.

Mais cette brève convergence n'a pas duré. Le comportement stratégique d'Israël, en particulier sa coopération ultérieure avec la Grande-Bretagne et la France, a brisé les espoirs soviétiques. Dans le même temps, les vieux schémas antisémites de la culture politique soviétique se sont réaffirmés. Les changements géopolitiques se sont rapidement transformés en idéologie. À la fin des années 1960, et surtout après la victoire d'Israël lors de la guerre des Six Jours, le Kremlin a décidé que le sionisme devait être recodé non pas comme un mouvement national, mais comme une menace réactionnaire mondiale.

La guerre de 1967 a été décisive. La victoire rapide d'Israël sur les États arabes soutenus par l'Union soviétique a humilié Moscou et ses clients. Pire encore pour le Kremlin, Israël en sort non seulement vivant mais aussi stratégiquement plus fort. Le monde arabe a répondu par les « trois non » de Khartoum : pas de paix, pas de reconnaissance, pas de négociations. La propagande soviétique a simplement inversé cette réalité. Elle dépeint Israël comme l'agresseur, le sionisme comme intrinsèquement expansionniste et l'État juif comme une base avancée de l'impérialisme occidental.

Dans le même temps, le Kremlin est confronté à un autre problème : les Juifs soviétiques réclament de plus en plus le droit d'émigrer, et nombre d'entre eux souhaitent se rendre en Israël. La pression internationale en faveur des Juifs soviétiques s'intensifie. Pour les dirigeants soviétiques, le sionisme apparaît



Comment l'Union soviétique a fait de l'antisionisme un credo mondial

désormais comme un danger non seulement à l'étranger, mais aussi à l'intérieur du pays. Sous la direction de Youri Andropov, le KGB a contribué à l'élaboration d'une campagne plus systématique. Le sionisme sera présenté comme une sinistre force transnationale - raciste, manipulatrice, capitaliste, antisocialiste et subversive.

La méthode était familière : répétez un mensonge colossal assez souvent, par le biais d'un nombre suffisant d'institutions, et il acquiert l'apparence de la vérité. C'est ainsi qu'est né l'un des principaux slogans de la politique anti-israélienne moderne : l'affirmation selon laquelle le sionisme est du racisme. L'Union soviétique a internationalisé ce message. Elle a fait passer le nouveau lexique antisioniste par les canaux diplomatiques, les groupes communistes de façade, les réseaux universitaires, les organisations « de paix » et les conférences liant la cause palestinienne à toutes les luttes anti-impérialistes à la mode de l'époque. Vietnam, Cuba, Afrique du Sud, révolutions anticoloniales en Afrique et en Asie - Israël était rhétoriquement inséré dans cet univers moral en tant qu'incarnation de l'opresseur.

L'ONU est devenue le multiplicateur de la propagande antisioniste de Moscou...

Les Nations unies sont devenues le théâtre le plus important de cette opération. La décolonisation ayant transformé la composition de l'ONU, des dizaines de nouveaux États ont fait leur entrée à l'Assemblée générale. Nombre d'entre eux s'étaient récemment affranchis de la domination coloniale européenne, ne disposaient pas d'institutions démocratiques solides et étaient très réceptifs aux messages, au patronage et à la cour géopolitique de l'Union soviétique. Moscou a exploité ce changement de façon magistrale. Un nouveau bloc de vote pouvait désormais être mobilisé contre Israël et, par extension, contre l'Occident.

Le point culminant a été atteint en 1975, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 3379 déclarant le sionisme « une forme de racisme ». Cette résolution était un acte extraordinaire d'agression idéologique. Elle prenait le mouvement national d'un peuple qui venait de survivre à un génocide et le transformait en une espèce de dépravation morale. Les Soviétiques ont réussi à convertir la calomnie en langage international. Ce qui avait commencé comme de la propagande était maintenant habillé d'une respectabilité légaliste.

Bien que la résolution ait été abrogée en 1991, la vision du monde qui la sous-tendait a survécu. Son abrogation a été motivée en grande partie par l'évolution des besoins diplomatiques liés au processus de paix de l'après-guerre froide, et non



Comment l'Union soviétique a fait de l'antisionisme un credo mondial

par un examen approfondi du mensonge lui-même. Le mal était déjà fait. L'association entre le sionisme et le racisme était entrée dans la culture politique mondiale. Elle a continué à façonner le journalisme, l'activisme, le monde universitaire et la diplomatie longtemps après que le drapeau soviétique a disparu du Kremlin.

... et les Palestiniens en ont été l'instrument utile

Un autre succès majeur de l'Union soviétique a été de faire de la cause palestinienne le véhicule idéal de la politique antisioniste. Les Arabes de la Palestine mandataire avaient certainement existé avant les années 1960, et les identités locales étaient réelles. Mais la construction et la promotion délibérées d'une identité nationale palestinienne distincte en tant qu'instrument central pour délégitimer Israël ont pris une nouvelle force sous l'égide soviétique et en partenariat avec des régimes arabes radicaux.

Selon Ion Pacepa, l'officier de renseignement le plus haut placé du bloc soviétique à être passé à l'Ouest, le KGB a joué un rôle actif dans l'élaboration de cette stratégie. L'idée maîtresse était d'ordre tactique : l'hostilité islamique et arabe à l'égard de l'Occident et des Juifs pouvait être reformulée dans un langage qui plaisait bien au-delà du Moyen-Orient. Au lieu de présenter la lutte contre Israël comme une guerre de religion, elle pouvait être présentée comme une libération anticoloniale, une autodétermination nationale et des droits de l'homme. Cette traduction a rendu la cause intelligible et attrayante pour les intellectuels, les étudiants, le clergé et les militants occidentaux.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est devenue la pièce maîtresse de cet effort. Créée en 1964 sous l'égide des Arabes et profondément influencée par le patronage soviétique, elle a servi de véhicule institutionnel pour faire avancer un nouveau récit politique. Pacepa a déclaré plus tard que la Charte nationale palestinienne de 1964 avait été rédigée à Moscou. Que chaque détail de cette affirmation soit accepté ou contesté, le schéma général est indubitable : l'OLP a fonctionné non seulement comme une organisation militante, mais aussi comme un instrument de propagande.

Ce qui est particulièrement révélateur de la doctrine politique palestinienne à ses débuts, c'est ce qu'elle ne mettait pas en exergue. La charte ne mettait pas l'accent sur l'établissement d'un État en Cisjordanie et à Gaza, qui étaient à l'époque sous le contrôle de la Jordanie et de l'Égypte. Son centre de gravité était l'élimination



Comment l'Union soviétique a fait de l'antisionisme un credo mondial

d'Israël. La lutte n'était pas définie par la coexistence, mais par la négation.

Yasser Arafat est devenu le visage de ce projet en Occident : une icône révolutionnaire pour les radicaux, un nationaliste pour les diplomates, un homme d'État pragmatique lorsque cela s'avère utile. Pourtant, sous ces masques changeants, la structure de base est restée la même. L'identité palestinienne a été élevée au niveau international moins comme la base d'un accommodement mutuel que comme un bélier moral contre la souveraineté juive. Même les figures de proue du mouvement admettaient parfois la nature tactique de cette construction avec une franchise surprenante.

Par sa propagande, Moscou a créé l'un des plus grands mythes politiques du XXe siècle. Le mouvement palestinien est sans précédent dans l'histoire : Le seul projet « national » dont l'objectif n'est pas de construire son propre État, mais d'en détruire un autre.

L'antisionisme de gauche d'aujourd'hui est moins une réponse aux événements de Gaza qu'une continuation de l'absurdité idéologique soviétique recyclée, transmise d'une génération d'intellectuels et d'activistes à l'autre. L'Occident libéral, victorieux de la guerre froide, a largement échoué à faire face à cet héritage. Moscou a fait du sionisme une insulte, et de ce mensonge est né le visage moderne de l'antisémitisme. En réalité, le sionisme est exactement le contraire des récits soviétiques : un mouvement de libération nationale du peuple juif, fondé sur le droit universel à l'autodétermination, un droit qui est accordé sans conteste à toutes les autres nations. À l'exception de la nation juive.

Jan Kapusnak est auteur et analyste politique. Il vit à Tel Aviv.